

LETTRE AUX CENTRAFRICAINS

Mes Chers Compatriotes,

Le 1^{er} décembre de cette année, nous allons, ensemble, célébrer le 52^{ème} anniversaire de la proclamation de la République Centrafricaine. Cette année, elle est couplée avec le cinquantenaire de notre indépendance.

A l'occasion de cette importante commémoration, je souhaiterai que nous observions une minute de silence en mémoire de tous ceux qui ont œuvré pour l'avènement de notre République et de notre Indépendance.

Avec l'indépendance acquise, nous aurions dû avoir pour vocation de consolider nos liens, d'œuvrer pour le progrès, la justice, la protection de l'environnement et l'instauration d'une réelle démocratie.

Hélas, durant ces cinquante dernières années, nous n'avons fait que descendre au fond du gouffre. Cette minute de silence, c'est aussi pour toutes les victimes de l'injustice, de la barbarie, de l'exclusion, de la corruption, du clanisme, de l'empirisme.

Chers Compatriotes,

Le cinquantenaire de notre indépendance précède une période particulière de notre histoire. En effet, les 23 janvier et 20 mars 2011, nous nous rendrons aux urnes pour élire un nouveau Chef d'État et un nouveau Parlement.

Ce choix électoral est capital car il conditionnera non seulement notre quotidien pour les cinq prochaines années mais aussi et surtout notre avenir. En effet, le peuple aura à choisir entre les gérants d'hier et ceux d'aujourd'hui atteints par l'usure, l'impunité, la corruption, la gabegie, la gouvernance à vue... et une nouvelle dynamique qui mobilisera nos forces, nos sources et nos ressources au service de l'avenir par le travail.

En effet depuis le changement d'octobre 1993, nous avons connu une régression générale. Après dix-sept années d'expérience démocratique, tous les indicateurs centrafricains sont dans le rouge. Les doléances légitimes des Centrafricains, les besoins essentiels et existentiels de notre pays se sont multipliés, en nombre et en volume. L'espérance d'une société pacifiée, unifiée et en constante évolution de 1993, renouvelée en 1999 et en 2005 fut trahie et ses acquis mis en charpie au service d'un groupuscule. Aujourd'hui les défis à relever sont immenses.

Chers compatriotes,

La célébration de la proclamation de la république et de l'indépendance, c'est aussi le moment de s'arrêter sur le bilan, la réalité et l'avenir car c'est d'abord dans les urnes et nulle part ailleurs que débute le combat pour la paix, la réconciliation et le progrès.

La situation économique de notre pays se détériore de jour en jour : il n'y a plus de progrès. L'insécurité se généralise. Les productions et les rendements agricoles sont en chute libre et ne suffisent plus pour répondre aux besoins nationaux. Les infrastructures sanitaires sont en abandon et les moyens de communication dans l'oubli. Notre environnement se dégrade et l'insalubrité gagne du terrain. L'accès à l'eau potable, une bataille perdue et l'autosuffisance énergétique demeure une simple vue de l'esprit. Quant aux conditions dans lesquelles nos enfants étudient, elles frisent le Néandertal.

Une situation qui trouve ses racines à l'aube du changement d'octobre 1993 et qui a évolué en s'amplifiant, finissant par enlever à nos institutions leurs raisons d'exister et plongeant notre pays dans une crise profonde.

Votre déception, notre déception; est immense. Elle est à la hauteur des défis que nous devons relever pour que notre pays ne rate pas ad vitam aeternam le train du progrès, de la mondialisation et surtout celui de la réconciliation et de la reconstruction afin que les cinquante prochaines années soient radicalement différentes de celles que nous venons de connaître.

Chers compatriotes,

Notre devoir lors des prochaines consultations électorales est d'inaugurer cette nouvelle ère.

Car, à l'heure où ce choix capital s'approche :

- l'espérance moyenne de vie du Centrafricain a chuté à moins de 40 ans;
- des milliers de nos compatriotes sont réfugiés dans les pays limitrophes au nôtre pendant que d'autres se terrent en brousse, à la merci des éléments ;
- plus de la moitié de notre territoire national échappe au contrôle réel des autorités centrales ;
- la famine s'est installée ;
- des centaines de jeunes Centrafricains étudient dans des conditions effroyables aussi bien dans le pays même qu'à l'étranger;
- des millions de nos compatriotes sont sans emploi ;
- la république est privatisée et nos institutions ne représentent plus que des caricatures de ce qu'elles auraient dû être, induisant de fait des situations économique, sanitaire, scolaire et universitaire, agricole, industrielle, chaotiques sous tous les aspects;
- notre pays est devenu une firme privée où le pouvoir de l'État est un prétexte entre les mains de certains inféodés pour exercer, à leur guise, la brutalité, l'impunité, la prévarication constituant le fil conducteur de l'énergie qui déstructure notre histoire et nous plonge davantage dans la crise ;
- chaque jour, nous sommes témoins de la violation des libertés les plus élémentaires des Centrafricains ;
- le régime en place a institutionnalisé le désordre en encourageant publiquement la prébende et la brutalité, par l'encensement direct ou indirect des auteurs de la prédation et des crimes;
- au nom des intérêts particuliers, l'actuel régime a fait le lit du chaos et la désolation,

allant jusqu'à placer notre pays sous tutelle internationale avec une curieuse répartition du territoire national.

Chers compatriotes,

Pour relever ces défis et mener la bataille du progrès, il nous faut investir une nouvelle génération d'hommes et de femmes dont la première exigence sera une rupture dans le modèle de gestion des affaires de l'État qui s'appuiera désormais sur la rigueur, l'éthique, le droit et l'excellence.

C'est au nom de cette ambition que j'ai accepté le 05 novembre 2010, l'investiture de mon parti le Rassemblement Démocratique Centrafricain pour les présidentielles de l'année prochaine afin de mettre un terme à la calamité de notre quotidien et au danger qui menace notre avenir.

Ma candidature est d'abord celle de :

- de tous les Centrafricains privés de justice, de liberté, de démocratie, de bien-être, de paix et de sécurité.
- de toutes les femmes de Centrafrique qui chaque jour œuvrent pour leurs enfants, leurs foyers et leurs familles.
- des pères qui luttent pour la survie des leurs, dans un contexte où la société n'a plus de repères.
- de la jeunesse de la République Centrafricaine. Celle qui croit en la RCA et celle qui doute aussi. Elle est celle de leurs espoirs et de leurs inquiétudes dans leurs futurs personnels et dans l'avenir de la RCA.

Elle est ensuite celle de la reconstruction et de la construction, du désenclavement, de la relance économique, des soins de santé accessibles et garantis à tous, de la formation et l'éducation pour tous les citoyens.

Elle est enfin celle de la rupture avec les pratiques autocentrées valorisant plutôt les non-dits en lieu et place de programmes sociaux, rupture aussi avec l'ethnocentrisme au sein même duquel le clanisme concentrique fausse les données, créant la frustration et les antagonismes débouchant souvent sur des extrémités difficilement contrôlables.

Chers compatriotes,

Si nous ratons le rendez-vous de 2011; nous hypothéquerons dangereusement notre avenir et nous rendrons encore plus dramatique notre quotidien. La République Centrafricaine notre pays est en lambeaux. Les élections des 23 janvier et 20 mars 2011 constituent la plate-forme de la laquelle nous lancerons les chantiers de la construction d'un nouvel édifice inscrit dans les temps présents et au service d'une entreprise humaine pour la paix, l'unité, la justice, la démocratie et le progrès.

Centrafricains, Centrafricaines, mes chers compatriotes,

Cinquante-deux années se sont écoulées depuis le 1er décembre 1958 et cinquante années depuis le 13 août 1960. Cette double commémoration doit être le point de départ de la

reconquête de notre destin afin que chacun d'entre nous soit acteur et sujet de l'histoire des cinquante prochaines années.

À vous ! À nous maintenant ! Chers compatriotes.

À tous ceux qui veulent que le Centrafrique soit dirigé dans la Paix, l'unité, la justice et le progrès, c'est à dire une gouvernance saine et efficace, rejoignez-nous pour imposer l'alternative utile sans laquelle l'histoire bégaiera à nouveau.

À tous ceux qui ne veulent plus voir la LRA faire sa loi chez nous et des hors la loi prendre en otage nos concitoyens. À tous ceux qui refusent la somalisation de notre pays, rejoignez-nous.

À tous ceux qui sont choqués et révoltés par l'interférence de la famille et du clan dans la gestion des affaires de l'État. À tous ceux qui sont victimes de l'arbitraire, de la brutalité et du terrorisme d'état. Rejoignez-nous pour transformer radicalement notre pays.

À tous les jeunes qui se battent courageusement pour monter leurs petites affaires et qui voient les marchés filer entre leurs doigts au profit des « gens du système. ». À tous les cadres et agents de l'État, victimes de chantage et d'humiliation.

À tous les parents, tous les élèves et étudiants qui en ont assez des années scolaires tronquées, des années scolaires de quatre à cinq mois et qui souhaitent des années complètes de neuf mois d'enseignement scolaire et universitaire. Rejoignez-nous pour mieux préparer l'avenir!

Chers compatriotes,

Je formule les vœux que ce 1er décembre 2010 ne soit pas destiné à danser, à chanter, à boire. Que cette double commémoration soit consacrée à la réflexion sur le chemin parcouru et sur celui que nous devons tracer lors des prochaines élections pour que l'essentiel revienne dans notre pays à savoir la démocratie, la liberté, la stabilité, l'unité et le progrès.

Bonne fête du 1er décembre 2010

Que Dieu bénisse le Centrafrique

Émile Gros Raymond NAKOMBO

Candidat du Rassemblement Démocratique Centrafricain
à l'Élection présidentielle des 23 janvier et 20 mars 2011